

médicaux et scientifiques annuels en substances inscrites au Tableau II,

Prenant acte avec satisfaction des recommandations de la Conférence sur le contrôle du commerce international des substances psychotropes, qui s'est tenue à Strasbourg (France), du 3 au 5 mars 1993, et qui était organisée conjointement par l'Organe international de contrôle des stupéfiants et le Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe,

Ayant examiné le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1992¹⁰⁷ et, en particulier, le paragraphe 59 relatif au bon fonctionnement du système des autorisations d'importation et d'exportation et du système simplifié d'évaluation concernant les substances inscrites au Tableau II de la Convention,

Notant avec satisfaction que plus de quatre-vingts gouvernements ont déjà communiqué à l'Organe international de contrôle des stupéfiants leurs évaluations des besoins médicaux et scientifiques annuels en substances inscrites aux Tableaux III et IV de la Convention et que ces évaluations ont été publiées par l'Organe afin de servir d'indication pour la fabrication et l'exportation,

1. *Invite* tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention sur les substances psychotropes de 1971;

2. *Invite également* tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à communiquer à l'Organe international de contrôle des stupéfiants leurs évaluations des besoins médicaux et scientifiques annuels en substances inscrites aux Tableaux III et IV de la Convention;

3. *Invite* les Etats importateurs à invoquer plus fréquemment les dispositions de l'article 13 de la Convention pour interdire l'importation de substances psychotropes qui ne sont pas requises à des fins légitimes, mais sont fréquemment détournées vers des circuits illicites;

4. *Lance un appel* à tous les gouvernements qui ne contrôlent pas encore les exportations de toutes les substances inscrites aux Tableaux III et IV de la Convention au moyen du système des autorisations d'exportation pour qu'ils envisagent d'urgence d'instaurer un tel système;

5. *Lance également un appel* à tous les gouvernements qui ne peuvent pas immédiatement contrôler les exportations de substances inscrites aux Tableaux III et IV de la Convention au moyen du système des autorisations d'exportation pour qu'ils utilisent entre-temps d'autres mécanismes, tels que le système de déclaration préalable des exportations, de manière que les exportations de substances psychotropes soient conformes aux évaluations des Etats importateurs et que soient respectés les autres mécanismes de contrôle dans les Etats importateurs, notamment les interdictions d'importation en vertu de l'article 13 de la Convention et les autorisations d'importation;

6. *Invite* tous les gouvernements à exercer une vigilance constante pour faire en sorte que les opérations des courtiers et des agents de transit ne servent pas à détourner des substances psychotropes vers des circuits illicites;

7. *Lance un appel* aux gouvernements des Etats qui disposent d'administrations expérimentées dans le domaine du contrôle des drogues et au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues afin qu'ils fournissent un appui, sous forme de systèmes de formation et d'in-

formation, aux Etats qui ont besoin d'une assistance pour créer des mécanismes de contrôle efficaces du commerce international des substances psychotropes;

8. *Prie* le Secrétaire général de communiquer la présente résolution à tous les gouvernements et de les inviter à la porter à l'attention de leurs autorités compétentes afin d'assurer l'application de ses dispositions.

43^e séance plénière
27 juillet 1993

1993/39. Contrôle des stupéfiants et des substances psychotropes

Le Conseil économique et social,

Rappelant l'historique des traités relatifs au contrôle international des drogues et les raisons de leur élaboration et de leur adoption, notamment l'expérience d'Etats confrontés à une augmentation alarmante de l'abus de stupéfiants et de substances psychotropes,

Conscient des facteurs qui ont amené des Etats individuels et la communauté internationale à compter de plus en plus sur l'interdiction de l'utilisation illicite des stupéfiants et des substances psychotropes en tant qu'élément important de la lutte contre l'abus des drogues,

Gravement préoccupé par les répercussions défavorables qu'entraînerait, pour le contrôle international de l'abus des drogues, le fait d'abandonner ces interdictions,

1. *Souscrit* aux vues que l'Organe international de contrôle des stupéfiants a exprimées au sujet de la légalisation de l'utilisation non médicale des drogues dans les paragraphes 13 à 24 du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1992¹⁰⁷ et, en particulier, aux conclusions énoncées au paragraphe 23 dudit rapport;

2. *Demande instamment* à tous les gouvernements de ne pas déroger à la pleine application des traités relatifs au contrôle international des drogues;

3. *Demande de même instamment* à tous les gouvernements de continuer à limiter strictement l'utilisation des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques et aux autres fins spéciales autorisées par la Convention unique sur les stupéfiants de 1961¹⁰⁶, par cette Convention telle que modifiée par le Protocole de 1972¹¹⁰, par la Convention sur les substances psychotropes de 1971¹⁰⁹ et par la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹¹¹.

43^e séance plénière
27 juillet 1993

1993/40. Application de mesures visant à empêcher le détournement des produits chimiques précurseurs et essentiels aux fins de la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

Le Conseil économique et social,

Préoccupé par le détournement de produits chimiques précurseurs et essentiels inscrits aux Tableaux I et II de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹¹¹, ainsi que d'autres substances fréquemment utilisées dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, des cir-

cuits commerciaux vers la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

Rappelant sa résolution 1992/29 du 30 juillet 1992, dans laquelle il a invité tous les gouvernements qui ne l'avaient pas déjà fait à prendre des mesures législatives, à définir des procédures et à instituer des mécanismes de coopération efficaces pour appliquer les dispositions de l'article 12 de la Convention, en vue de prévenir le détournement de produits chimiques précurseurs et essentiels aux fins de la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

Notant l'efficacité des travaux du Groupe d'action concernant les produits chimiques, créé par les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés et par le Président de la Commission des Communautés européennes, avec la participation de représentants des pays en développement intéressés et d'autres pays, et ses recommandations pratiques en vue de prévenir le détournement de produits chimiques précurseurs et essentiels, qui sont fondées sur les dispositions de la Convention,

Notant également qu'il est nécessaire de fournir une assistance financière, technique et matérielle, y compris une formation, pour aider les gouvernements à appliquer les régimes de contrôle des produits chimiques.

Rendant hommage à la coopération internationale qui est le fruit des travaux des divers groupes et organisations internationaux, régionaux et sous-régionaux sur les questions relatives au contrôle des précurseurs et des produits chimiques essentiels,

Notant avec approbation la diffusion par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues de directives à l'usage des autorités nationales afin de leur permettre de vérifier l'authenticité des demandes d'exportation et d'importation de produits chimiques précurseurs et essentiels, de détecter les transactions suspectes et de prévenir le détournement de ces produits aux fins de la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

Notant les progrès enregistrés par le Programme, l'Organisation internationale de police criminelle et le Conseil de coopération douanière dans la mise en place de mécanismes pour l'échange des informations contenues dans leurs bases de données,

Notant que, dans le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1992¹⁰⁷, il a été souligné que l'efficacité d'un réseau international de bases de données dépendrait entièrement des données que les gouvernements leur fourniront,

Se félicitant du travail utile effectué par le Programme en vue de la mise au point et de la diffusion d'une trousse d'analyse sur le terrain faisant appel à des méthodes fiables d'analyse et d'identification des produits chimiques désignés,

Conscient du rôle essentiel de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et du Programme dans l'application des régimes internationaux de contrôle des produits chimiques, ainsi que de l'intention exprimée par l'Organe et par le Programme de redoubler d'efforts pour promouvoir l'application des articles 12, 13 et 22 de la Convention,

1. *Demande* à tous les gouvernements qui y ont été invités par le Conseil économique et social, dans sa résolution 1992/29, de prendre des mesures efficaces pour appliquer l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le tra-

fic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, en tenant pleinement compte des recommandations contenues dans le rapport final du Groupe d'action concernant les produits chimiques;

2. *Prie* l'Organe international de contrôle des stupéfiants, lorsqu'il surveille l'application des articles 12 et 13 de la Convention, d'aider à identifier les nouvelles techniques de détournement, les nouveaux produits chimiques qui devraient être soumis à une réglementation et les changements qui pourraient être nécessaires pour neutraliser de nouvelles méthodes illicites d'utilisation de produits chimiques;

3. *Demande* à tous les gouvernements de soumettre rapidement à l'Organe toutes les informations demandées au titre du paragraphe 12 de l'article 12 de la Convention;

4. *Prie instamment* tous les gouvernements qui ne l'ont pas déjà fait de communiquer les informations nécessaires à l'Organe pour lui permettre d'établir un répertoire des services de l'administration et de la police et un résumé des contrôles réglementaires, conformément à la résolution 1992/29 du Conseil;

5. *Prie* le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues de fournir, en faisant appel à des contributions volontaires, une assistance financière, technique et matérielle, y compris une formation, et de coordonner l'assistance que les organisations internationales et régionales ou les gouvernements peuvent fournir pour l'application des régimes de contrôle des produits chimiques;

6. *Prie instamment* les gouvernements de soutenir les activités de formation et d'assistance menées par le Programme et de coordonner l'assistance bilatérale fournie par l'intermédiaire du Programme, en vue d'éviter les chevauchements;

7. *Demande* aux gouvernements de contribuer pleinement au développement des bases de données mises en place pour prévenir le détournement des produits chimiques et de les utiliser, compte tenu de leur législation nationale;

8. *Prie* le Conseil de coopération douanière, l'Organisation internationale de police criminelle, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et les organisations régionales compétentes d'établir un mémorandum d'accord relatif à l'échange d'informations entre leurs bases de données;

9. *Prie instamment* les gouvernements d'examiner en détail et, le cas échéant, d'appliquer les directives diffusées par le Programme, qui ont été établies à l'intention des autorités nationales en vue de prévenir le détournement de produits chimiques précurseurs et essentiels;

10. *Prie* le Secrétaire général d'allouer des fonds suffisants, dans les limites des ressources existantes, pour permettre à l'Organe de s'acquitter de ses responsabilités au titre des articles 12, 13 et 22 de la Convention, et conformément à la résolution 1992/29 du Conseil et à la présente résolution;

11. *Engage* les gouvernements à verser des contributions volontaires pour permettre au Programme de renforcer la coopération technique et l'assistance pour l'application des mesures de contrôle des produits chimiques.

43^e séance plénière
27 juillet 1993